

Pourquoi les Français préfèrent les gendarmes aux policiers

C'est "L'essor de la gendarmerie nationale", un magazine interne qui se vante de jouer un rôle de communication essentiel auprès des interlocuteurs de la gendarmerie, élus locaux, qui a récemment commandé ce sondage auprès de l'Ifop. Les résultats de l'opinion des 1013 personnes interrogées sont sans appel : les Français préfèrent les gendarmes ! 83 % ont une bonne opinion des militaires, alors que seulement 67 % pensent du bien des "flics". Le sondage, et la fierté qu'en a tirée le magazine, ont particulièrement agacé les policiers, selon Laurent Mucchielli, sociologue aixois et directeur de l'Observatoire de la délinquance et des contextes sociaux.

■ Que vous inspire ce sondage sur le plan sociologique ?

"La population préfère les gendarmes pour un certain nombre de raisons mais aussi d'imageries qui entourent ce corps de métiers. D'abord, historiquement, les gendarmes, qui sont des militaires, ont une façon d'entrer en relation avec les gens très codifiée : la salutation, la présentation, le vouvoiement, envoient un message qui ressemble à "Je ne suis pas là pour juger votre personne, mais votre comportement". Les gendarmes peuvent d'ailleurs être sanctionnés en cas de non-respect de ces codes que les policiers ne mettent en pratique que depuis une vingtaine d'années. La police a, pour cela, beaucoup pris exemple sur les gendarmes. Après, évidemment, il y a la théorie et la pratique : les choses ne se passent pas de la même façon lors d'une interpellation à midi pour un simple contrôle routier ou en pleine nuit dans une cité sensible. Ensuite, il y a une mythologie nationale qui veut, en forçant un peu le trait, que la campagne, où les gendarmes évoluent en grande majorité, soit synonyme de valeurs et gens sympathiques, et qu'à la ville tout est sale, que les voyous sont terribles, et les policiers à peine mieux. Et enfin, je pense que les gendarmes bénéficient d'une nostalgie de certains Français - les personnes qui les préfèrent sont principalement âgées dans ce sondage - du service militaire.

"Les gendarmes bénéficient d'une certaine nostalgie pour le service militaire"

■ Ce sondage montre aussi que l'image des forces de l'ordre est bonne aux yeux des trois quarts des interrogés malgré la récente affaire de la Bac de Marseille... C'est signe que nous vivons dans une démocratie en bonne santé. C'est assez rassurant



LAURENT MUCCHIELLI

Depuis plus de dix ans, le sociologue du CNRS travaille sur la thématique de la délinquance, de la sécurité et de la justice. Autant d'années à décortiquer les statistiques de la délinquance juvénile, les homicides, les vols, le fonctionnement de la police et de la gendarmerie, les émeutes, le sentiment d'insécurité... En 2011, il a créé et pris la direction de l'Observatoire régional de la délinquance et des contextes sociaux", à Aix, au sein de la Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme (Aix-Marseille Université et CNRS), pour décrypter les mécanismes de la délinquance et les politiques publiques s'y rapportant. Il regroupe une petite équipe - de 3 à 6 personnes, selon les missions ponctuelles - qui s'intéresse à tous les types de délinquance, des délits aux crimes en faisant des incursions dans la délinquance économique et financière. Avec une attention particulière pour les contextes sociaux : "Parce que contrairement à ce que l'idéologie dominante laisse entendre, la délinquance ne tombe pas du ciel, il y a des facteurs sociaux", souligne Laurent Mucchielli. L'observatoire, qui correspond à un programme scientifique sur trois ans renouvelables, dresse un tableau de bord statistique à l'échelle de la région, et chaque année organise des restitutions de travail qui sont ouvertes largement, notamment aux professionnels de la justice ou de la police.

dans une époque où les emballements politiques et médiatiques à l'occasion des faits divers font parfois douter des fondamentaux. Je serais curieux de connaître les résultats d'un tel sondage dans certains pays d'Afrique, d'Amérique du Sud, et même en Russie, où la corruption et les violences vont bon train. Ce sentiment de confiance se joue sur autre chose que sur des affaires comme celle de la Bac de Marseille. Même en cas de contrôles ou de sanctions, les policiers et les gendarmes ont une vraie légitimité.

■ Ce sondage va-t-il mettre de l'huile sur le feu dans la "guerre" police-gendarmerie ?

Bien sûr ! Les policiers étaient très énervés de voir que les gendarmes avaient mis avec fierté cette information en gros titre à la Une ("Les Français préfèrent les gendarmes aux policiers", nldr) de leur journal, l'Essor (qui se définit sur son site internet comme étant "l'organe officiel de la principale organisa-

tion représentative des personnels retraités, et, au-delà, de tous les personnels de l'Arme", nldr). Cette guerre n'a jamais cessé, malgré ce que beaucoup tentent de faire croire...

■ Cette concurrence peut-elle être saine et positive pour la population ?

Oui, si l'un pousse l'autre à exceller et surtout s'il y a un arbitre, au dessus, pour siffler la fin de la récré", or ça n'a pas toujours été le cas. Mais en effet, la police a appris l'aspect professionnel et organisationnel (présentation, grades et autres) des gendarmes et à l'inverse, ces derniers, dont on disait à une époque qu'ils ne faisaient que de l'administratif et qu'ils étaient "au cul des vaches", ont énormément évolué sur le plan judiciaire : ils ont mis le paquet sur l'enquête et sur le développement de leurs unités d'intervention aussi. Moi, j'aimerais qu'on me confie une enquête dans les deux services pour étudier leur quotidien et leurs performances, mais avec

"Cette guerre police-gendarmerie n'a jamais cessé, malgré ce que beaucoup disent"

la même méthodologie : je pense franchement qu'on y trouverait plus de similitudes que de différences.

■ Selon vous, cette tendance favorable aux gendarmes va-t-elle durer ?

Je ne crois pas. Les gendarmes auraient tort de s'endormir sur leurs lauriers parce que le fait de trouver les gendarmes "proches de la population" est une opinion d'hommes, et surtout d'hommes âgés. Tandis que les moins de 35 ans ne font pas de différence entre gendarmes et policiers (25 % contre 20 % de bonnes opinions), les plus de 65 ans en font une très nette (51 % contre 11 %).

Propos recueillis par Romain CAPDEPON

Métropole : Maryse Joissains en reparlant de Nantes...



Maryse Joissains a écrit à Jean-Marc Ayrault sa préférence pour un pôle métropolitain, comme à... Nantes. / PHOTOS S.M. & P.N.

La théorie de la répétition. Déjà du temps de Nicolas Sarkozy, Maryse Joissains faisait des bonds sur la réforme des collectivités territoriales et saisissait chaque occasion pour signer un courrier saignant au président de la République ou à un ministre.

Tout juste passé le week-end d'ouverture de Marseille Provence 2013, elle a repris sa plume pour dire au Premier ministre Jean-Marc Ayrault tout le mal qu'elle pense d'une métropole intégrée. La présidente de la CPA d'expliquer que "Marseille Provence 2013 est, et sera, une réussite car toutes les forces culturelles et institutionnelles se sont fédérées autour d'un grand projet de dimension européenne". Et que si la "gestation" de l'année capitale "n'a pas été aisée, cela ne condamne pas pour autant la méthode retenue basée sur la coopération entre les territoires". Pas sûr que le gouvernement prenne le risque de mettre en place une structure qui permettrait à Maryse Joissains des volte-face comme on lui en a connues pendant la préparation de MP 2013. Comme au conseil communautaire où elle avait menacé de se retirer du projet parce que la Ville de Marseille avait décroché le siège de l'université unique. C'est bien

l'idée portée par la métropole, mettre tout le monde dans le même sens de la marche. Maryse Joissains, elle, y voit, comme elle l'explique dans son courrier au Premier ministre, "une dilution des identités culturelles sans autre réelle plus value". D'accord pour "la mise en place des coopérations entre les communes et les intercommunalités" comme l'a proposée l'Union des maires, hors de question que "le grand territoire d'Aix-Marseille-Provence ne devienne un champ d'expérimentation sur la base de solutions hasardeuses, longues à mettre en place et coûteuses pour le contribuable".

Maryse Joissains appuie son argumentation sur l'exemple de la région urbaine de Nantes, ville dont Jean-Marc Ayrault a été maire, qui "s'est constituée en pôle métropolitain dès juillet 2012, engendrant une coopération entre six communautés regroupant près de 800 000 habitants". Et d'ironiser, nul doute que "cette coopération entre les agglomérations de Nantes et de Saint-Nazaire produira de nombreux projets, sans qu'il soit nécessaire d'imposer une structure unique qui ferait disparaître les spécificités et les richesses de cette belle région". Et toc ?

A.D.

LE VOYAGE

● Jean-David Ciot (PS) au Bundestag...

Pour mardi, demain, le 50^e anniversaire de la signature du Traité de l'Elysée par la France et l'Allemagne, Norbert Lammert, président du Bundestag, a invité des députés français à siéger à cette occasion au palais du Reichstag à Berlin. Le député d'Aix, Jean-David Ciot fait partie du voyage. Après avoir écouté les allocutions de la Chancelière Merkel et du Président Hollande, il fera partie des parlementaires français et allemands qui adopteront une déclaration commune. En participant à cet événement parlementaire solennel, Jean-David Ciot tient à célébrer "l'acte fondateur de la coopération franco-allemande et son message de paix et de solidarité entre les Nations européennes. À l'heure où l'Europe est menacée dans sa prospérité et ses valeurs par une crise économique d'une rare gravité, le couple Paris-Berlin se doit de réaffirmer, comme il le fait depuis des décennies, son rôle moteur dans la construction d'une Union prospère et démocratique".

LA PROMESSE

● Le MoDem n'est pas mort...

"Dire que le Modem est en pleine forme au niveau national, ça serait mentir. Mais il n'a pas disparu". Déclaration de Jean-Luc Bennahmias, hier, à la fédération des Bouches-du-Rhône qui présentait ses vœux à une petite centaine de militants et sympathisants. "Il sera présent partout dans les Bouches-du-Rhône aux prochaines municipales. Nous allons ainsi travailler avec tous ceux qui font la majorité à la communauté urbaine. Sur Aix comme sur Marseille, on est partie prenante des primaires qui auront lieu pour les municipales de 2014".

LA DÉMISSION

● Marie-Arlette Carlotti lâche le Conseil régional

Nommée ministre déléguée aux Personnes handicapées en mai 2012 juste avant d'être élue députée, Marie-Arlette Carlotti savait qu'elle ne pourrait assumer ses mandats locaux. La Mar-seillaise a donc choisi de quitter ses fonctions électives au Conseil régional de Paca. Elle devrait être remplacée par Alain Nicolas, suivant sur la liste PS. Elle reste en revanche au conseil général des Bouches-du-Rhône, ne serait-ce que pour "garder un œil" sur le président socialiste Jean-Noël Guérini dont elle est l'ennemie intime. Elle espère, à ce titre, être présente au prochain vote du budget, prévu le 29 mars au siège du Département à Marseille.

A.D., A.W.